

**DECRET N° 2000-428 DU 5 SEPTEMBRE 2000**

Portant transmission à l'Assemblée Nationale  
du projet de loi portant autorisation de  
ratification du protocole instituant la Taxe sur  
la Valeur Ajoutée au sein de la CEDEAO.

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,  
CHEF DE L'ETAT,  
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- VU la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- VU le Traité révisé de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- VU la proclamation le 1<sup>er</sup> avril 1996 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 18 mars 1996 ;
- VU le décret n° 99-309 du 22 juin 1999 portant composition du gouvernement ;
- VU le décret n° 96-402 du 18 septembre 1996 fixant les structures de la Présidence de la République et des Ministères ;
- VU le décret n° 99-514 du 2 novembre 1999 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et de l'Economie ;
- VU la décision A/P2/7/96 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée dans les Etats membres de la CEDEAO, du 27 juillet 1996 à Abudja au Nigéria ;
- Sur proposition du Ministre des Finances et de l'Economie ;
- Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 02 août 2000 ;

## DECRETE :

Le projet de loi portant autorisation de ratification du protocole instituant la Taxe sur la Valeur Ajoutée au sein de la CEDEAO sera présenté à l'Assemblée Nationale en vue de la demande d'autorisation de ratification par le Ministre des Finances et de l'Economie qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

## EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,

Mesdames et Messieurs les honorables députés,

La Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe seize pays de l'Afrique de l'Ouest, a pour objectif l'intégration de ces Etats à travers entre autres, la promotion de la coopération et le développement dans tous les domaines de l'activité économique en vue de la création d'un marché commun.

Conformément à ces objectifs, la Communauté a mis en œuvre un programme de libéralisation des échanges et a institué un régime tarifaire préférentiel sur les produits originaires de la Communauté.

Tout ce programme ne peut réellement atteindre ses objectifs que si les impôts et les taxes intérieurs sont créés et établis sur une base non discriminatoire, entre les produits importés des autres pays membres de la Communauté et ceux fabriqués localement à l'intérieur de chaque Etat membre.

C'est pourquoi, conformément aux prescriptions de l'article 44 du Traité révisé de la CEDEAO, la Communauté s'est engagée sur la voie de l'harmonisation des systèmes de taxation intérieure indirecte des Etats membres.

Dans ce cadre, la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), taxe intérieure indirecte neutre qui englobe dans son champ d'application tous les stades, de la production, de la distribution et de la prestation de

services, a donc été retenue. Elle représentera un système commun de taxation intérieure pour tous les Etats membres de la Communauté.

Le Protocole y relatif institue, dans tous les Etats membres de la Communauté, la généralisation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée en deux étapes :

- première étape : adoption par tous les Etats membres du mécanisme de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA).

En fait, il s'agit, à cette première phase qui doit porter sur trois ans à partir de la date de signature (27/07/96) du présent Protocole, de mettre en place, au niveau de tous les Etats membres, une structure fiscale uniforme qui n'entraîne pas l'obligation pour les Etats à prélever les impôts et taxes aux mêmes taux mais plutôt le recours aux mêmes principes juridiques.

- Deuxième étape : généralisation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée. Cette seconde étape doit coïncider avec la libéralisation totale des échanges de la CEDEAO.

Durant la deuxième étape, les éléments essentiels (unicité ou multiplicité de taux, déduction, contentieux etc.) du système fiscal de la TVA feront l'objet d'harmonisation.

L'institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée qui est un impôt à haut rendement permet, à travers son champ d'application suffisamment élargi, de cerner tous les aspects de la vie économique.

Par ailleurs, la neutralité de cet impôt, le système de déduction qu'il comporte en fait un impôt annulant la discrimination entre l'importation et la production locale et favorise ainsi le libre jeu de la concurrence..

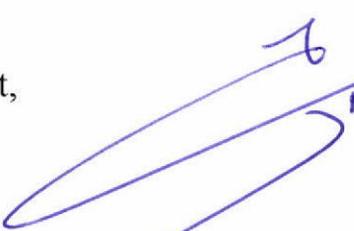
Enfin, le Bénin qui a mis en place la TVA depuis 1991 n'est pas concerné par l'institution de la TVA préconisée à la première étape.

Toutefois, il apparaît nécessaire que le présent projet de loi soit adopté parce que le Protocole sur la TVA engage le Bénin d'une part en tant que pays membre de la CEDEAO et signataire du Protocole et d'autre part, à cause de la deuxième phase, celle de l'harmonisation où notre pays aura son mot à dire.

Aussi avons-nous l'honneur, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs les honorables députés, de soumettre à l'appréciation de votre Auguste Assemblée aux fins de la demande d'autorisation de ratification le protocole ci-joint instituant la Taxe sur la Valeur Ajoutée au sein de la CEDEAO.

Fait à Cotonou, le 5 septembre 2000

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



**Mathieu KEREKOU.-**

Le Ministre d'Etat, chargé de la Coordination  
de l'Action Gouvernementale, du Plan, du  
Développement et de la Promotion de l'Emploi,



**Bruno AMOUSSOU.-**

Le Ministre des Finances  
et de l'Economie



**Abdoulaye BIO-TCHANE.-**

Ampliations : PR 6 AN 85 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 MECCAG-PDPE 4 MFE  
4 SGG 4 JO 1.-

REPUBLIQUE DU BENIN  
-----  
ASSEMBLEE NATIONALE  
-----

Loi N°

portant autorisation de ratification du Protocole  
instituant la Taxe sur la Valeur Ajoutée au sein  
de la Communauté Economique des Etats de  
l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du

La loi dont la teneur suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** - Est autorisée la ratification, par le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, du Protocole instituant la Taxe sur la Valeur Ajoutée au sein de la CEDEAO.

**Article 2 :** La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Porto-Novo, le

Le Président de l'Assemblée Nationale,

**Adrien HOUNGBEDJI.**

## A/P2/7/96 PROTOCOLE PORTANT INSTITUTION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE DANS LES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO

### LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

VU le Traité Révisé de la CEDEAO, notamment en son Article 7 portant création, composition et fonctions de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement;

CONSIDERANT la nécessité d'instituer au sein de l'espace communautaire une fiscalité indirecte harmonisée, à même de favoriser le développement des échanges intra-communautaires sur une base non discriminatoire;

CONSIDERANT que la taxe sur la valeur ajoutée, au regard de ses mécanismes de fonctionnement et de son champ d'application est susceptible d'aider les Etats membres à atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, dans le cadre de l'institution Communautaire;

DESIREUSES de conclure un Protocole portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée dans les Etats membres de la CEDEAO;

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

### CHAPITRE I

#### DEFINITIONS ET OBJET

##### Article 1er

Aux fins du présent protocole, on entend par:

"Traité", le Traité Révisé de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest;

"Communauté", la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest dont la création a été réaffirmée par l'Article 2 du Traité;

"Etat membre ou Etats membres", l'Etat membre ou les Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest;

"Conseil", le Conseil des Ministres créé par l'Article 10 du Traité de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest;

"Secrétaire Exécutif ou Secrétariat exécutif", le Secrétaire Exécutif ou le Secrétariat exécutif de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest prévus à l'Article 17 du Traité.

### Article 2

1. Il est institué au sein des Etats membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest une taxe générale sur la consommation dénommée "taxe sur la valeur ajoutée" qui remplace les autres taxes indirectes sur le chiffre d'affaires.
2. Les taxes frappant certains produits ou services, notamment celles assises sur les opérations bancaires ou d'assurances et les accises existant dans les Etats membres demeurent en application.
3. La structure et les modalités d'application de cette taxe sont établies par les Etats membres conformément au présent protocole.

## CHAPITRE II

### CHAMP D'APPLICATION

#### I. OPERATIONS IMPOSABLES ET OPERATIONS NON-IMPOSABLES

##### Article 3

Sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée les opérations relevant d'une activité économique et effectuées à titre onéreux à l'intérieur d'un Etat membre par toute personne physique ou morale se livrant habituellement ou occasionnellement à des actes relevant d'une activité industrielle, commerciale, non commerciale ou artisanale à l'exclusion des activités salariées.

Sont notamment visés;

- a) **Les importations** : Par importation, il faut entendre le franchissement du cordon douanier pour la mise à la consommation au sens douanier;
- b) **Les ventes** : Par vente, il faut

entendre toute opération ayant pour effet de transférer à titre onéreux la propriété des biens corporels à des tiers;

- c) **Les travaux immobiliers** : Par travaux immobiliers, il faut entendre tous les travaux exécutés par les différents corps de métier participant à la construction, à l'entretien et à la réparation de bâtiments et d'ouvrages immobiliers; les travaux publics, les travaux de chaudronnerie, de bâtiments et de construction métallique, les travaux de démolition, ainsi que tous les travaux accessoires ou préliminaires à des travaux immobiliers;
- d) Les Opérations de transformation de produits agricoles ou de la pêche et toutes opérations, même réalisées par les agriculteurs, les pêcheurs qui, en raison de leur importance sont assimilées à celles qui sont exercées par des industriels ou des commerçants, que ces opérations constituent ou non le prolongement de l'activité agricole ou de la pêche.
- e) **Les prestations de services** : Ce sont toutes les opérations autres que celles énumérées ci-dessus, effectuées entre deux personnes juridiquement distinctes et comportant une contrepartie en espèce ou en nature;
- f) Les livraisons à soi-même de biens corporels meubles et immeubles par des personnes physiques ou morales pour leurs besoins, pour ceux de leur exploitation ou pour être cédés à titre gratuit au profit des tiers;
- g) D'une manière générale, toute activité lucrative autre que salariée.

#### Article 4

Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée;

1. Les exportations directes de produits ou marchandises;

2. Les affaires de vente, de réparation ou de transformation portant;
  - soit sur des bâtiments de mer destinés à la navigation maritime et immatriculés comme tels;
  - soit sur des bâtiments fluviaux naviguant sur les fleuves internationaux et inscrits comme tels;
3. L'avitaillement des navires et aéronefs à destination de l'étranger;
4. Les affaires de vente, de réparation, de transformation et d'entretien d'aéronefs destinées aux compagnies de navigation aérienne dont les services sont à destination de l'étranger;
5. Les entrées en régimes suspensifs;
6. Les affaires réalisées par les sociétés ou compagnies d'assurances et tous autres assureurs, quelle que soit la nature des risques assurés et qui sont soumises à la taxe sur les assurances;
7. Les ventes de timbres fiscaux ou de papiers timbrés;
8. Les opérations ayant pour objet la transmission de propriété ou usufruit de biens immeubles, de fonds de commerce ou de clientèle soumise à la formalité de l'enregistrement.

#### II. PERSONNES ASSUJETTIES

##### Article 5

Sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, les personnes physiques ou morales réalisant des opérations imposables au sens de l'Article 3 ci-dessus, notamment;

1. Les importateurs;
2. Les producteurs;

Par producteur, il faut entendre;

- a) Les personnes physiques ou morales qui, à titre principal ou accessoire extraient, fabriquent ou transforment des biens soit pour la fabrication d'autres produits soit pour un usage définitif.
  - b) Les personnes physiques ou morales qui se substituent en fait au fabricant pour effectuer soit dans ses usines soit en dehors de celles-ci toutes opérations se rapportant à la fabrication ou à la présentation commerciale définitive des produits que ceux-ci soient ou non vendus sous la marque ou au nom de ceux qui font des opérations;
  - c) les personnes physiques ou morales qui font effectuer par des tiers les opérations visées aux alinéas a et b ci-dessus;
  - d) Les façonniers qui donnent au produit sa forme définitive, pour le compte d'un maître d'oeuvre, en opérant principalement sur ou avec des biens meubles dont ils ne sont pas propriétaires et auxquels ils se bornent généralement à appliquer leur savoir faire;
3. Les entrepreneurs de travaux immobiliers et toute personne physique ou morale effectuant des travaux immobiliers pour son compte ou pour le compte des tiers;
  4. Les entreprises de leasing ou de crédit-bail;
  5. Les commerçants: sont considérés comme commerçants, les personnes qui habituellement achètent pour revendre, en l'état ou après reconditionnement, des biens meubles ou immeubles;
  6. Les prestataires de service'
  7. Les personnes physiques ou morales sous quelque dénomination qu'elles agissent et quelle que soit leur situation au regard de tous autres impôts;

- a) qui ont été autorisées à recevoir des biens ou service en franchise de taxe ou sous le bénéfice d'un taux réduit, lorsque les conditions auxquelles est subordonné l'octroi de cette franchise ou de ce taux ne sont pas ou ne sont plus remplies, circonstances rendant exigibles la taxe ou le complément de taxe;
- b) qui vendent ou livrent pour le compte d'autres assujettis;
- c) qui effectuent des opérations imposables pour le compte d'entreprises étrangères;

### CHAPITRE III

#### TERRITORIALITE

##### Article 6

Une opération est réputée faite dans un Etat membre;

- S'il s'agit d'une vente, lorsque celle-ci est réalisée aux conditions de livraison de la marchandise dans cet Etat membre;
- S'il s'agit de toute autre opération, lorsque le service rendu, le droit cédé, ou l'objet loué sont utilisés ou exploités dans cet Etat membre.

##### Article 7

Lorsqu'un assujetti n'est pas domicilié dans un Etat membre, il doit accréditer un représentant domicilié dans ledit Etat, qui s'engage à remplir à sa place les obligations relatives à la taxe sur la valeur ajoutée. A défaut, ces obligations doivent être accomplies par la personne pour le compte de laquelle les opérations sont effectuées.

**CHAPITRE IV**

**FAIT GENERATEUR ET EXIGIBILITE**

**Article 8**

1. Le fait générateur de la taxe sur la valeur ajoutée est constitué;

- pour les ventes, par la livraison des marchandises ou des produits;
- pour les importations par la mise à la consommation des marchandises;
- pour les travaux immobiliers, par l'exécution des travaux ou la remise de l'ouvrage;
- pour les prestations de service, par l'accomplissement des services;
- pour les livraisons à soi-même, par la première utilisation du bien.

2. La taxe sur la valeur ajoutée est exigible dans le mois qui suit celui du fait générateur dans les conditions à fixer par chaque Etat membre.

En ce qui concerne les importations, la taxe sur la valeur ajoutée est exigible au moment du fait générateur.

**Article 9**

La constatation du fait générateur ne peut être postérieure à la facturation totale ou partielle.

Pour les opérations autres que les importations, le versement d'avances ou d'acomptes constituent le fait générateur de la TVA.

**CHAPITRE V**

**BASE IMPOSABLE**

**Article 10**

La base imposable est constituée par le prix exigé

du client tous frais et taxes compris à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même, pour disposer d'un bien ou bénéficier d'un service ou par la valeur des objets remis en paiement ou des services rendus en contrepartie.

Elle est toutefois constituée

- Pour les importations, par la valeur en douane de la marchandise augmentée des droits et taxes d'entrée à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée elle-même;
- Pour les livraisons à soi-même, par le prix de revient des biens ou des travaux;
- Pour les travaux immobiliers, par le montant des mémoires, marchés, factures ou acomptes;
- Pour les biens d'occasion, par la différence entre le prix de vente et la valeur d'acquisition du bien.

**Article 11**

Sont exclus de la base d'imposition les rabais, remises, ristournes et autres réductions de prix consentis sur facture et dans les limites des usages de la profession.

**CHAPITRE VI**

**LES TAUX**

**Article 12**

Il est laissé provisoirement à chaque Etat membre le soin de fixer les taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables aux biens et services.

**Article 13**

Les listes des marchandises présentées selon la nomenclature douanière et statistique de la CEDEAO exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée ou passibles, le cas échéant, de taux de

la taxe sur la valeur ajoutée autres que le taux normal sont jointes en annexe au texte de chaque Etat membre.

La liste des services exonérés ou passibles, le cas échéant, de taux autres que le taux normal est également jointe en annexe audit texte.

**CHAPITRE VII**

**REGIME DES DEDUCTIONS**

**I. PRINCIPE**

**Article 14**

Un droit à déduction est accordé à tous les assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée

**II. MODALITES**

**Article 15**

Le droit à déduction prend naissance au moment où la taxe devient exigible. La taxe sur la valeur ajoutée qui a grevé les éléments du prix d'une opération imposable est déductible de la TVA applicable à cette opération.

**Article 16**

1. Les assujettis sont autorisés à déduire du montant de l'impôt exigible sur leurs opérations, la taxe sur la valeur ajoutée facturée ou acquittée lors de l'achat ou de l'importation;

- a. des matières premières et assimilées entrant dans la composition des produits taxables;
- b. des biens destinés à être revendus dans le cadre d'une opération taxable;
- c. des services entrant dans la réalisation d'opérations taxables;
- d. des fournitures de biens meubles ou immeubles acquis pour les besoins de

l'exploitation;

- e. des biens, des produits ou marchandises exportés.

2. Entrent également dans le régime des déductions:

- a. Les livraisons à soi-même ouvrant droit à déduction;
- b. La taxe sur la valeur ajoutée facturée par les entreprises de leasing ou crédit-bail sur des biens ouvrant droit à déduction;
- c. La taxe sur la valeur ajoutée facturée pour les services entrant dans le prix de revient rendu magasin ou se rattachant à l'entretien ou à la conservation des biens ouvrant droit à déduction.

3. Les listes ci-dessus ont valeur indicative et peuvent être aménagées par les législations des Etats membres pendant la période transitoire.

**Article 17**

Pour exercer le droit à déduction, l'assujetti doit être en possession;

- soit de factures délivrées par son fournisseur lui-même redevable de la taxe;
- soit de déclarations de mise à la consommation sur lesquelles il est désigné comme destinataire réel.

**Article 18**

La déduction est opérée globalement par l'assujetti par imputation sur le montant de la taxe due pour une période de déclaration du montant de la taxe qui a grevé les biens et services et pour laquelle le droit à déduction a pris naissance.

**Article 19**

Quand le montant des déductions autorisées

dépasse celui de la taxe due pour une période de déclaration, les Etats membres peuvent soit, faire reporter l'excédent sur la période suivante, soit procéder à son remboursement selon les modalités qu'ils fixent.

### III. LIMITATIONS

#### Article 20

Les assujettis qui ne réalisent pas exclusivement des opérations taxables sont tenus au respect d'un prorata lors de la détermination de la taxe déductible, qu'il s'agisse des immobilisations ou des biens autres que les immobilisations ainsi que les services. Le prorata est le rapport exprimé en pourcentage entre le montant annuel des produits afférents aux opérations ouvrant droit à déduction, porté au numérateur, et le montant annuel des produits de toute nature porté au dénominateur.

## CHAPITRE VIII

### OBLIGATIONS DES REDEVABLES

#### Article 21

Tout assujetti doit déclarer dans un délai que fixera chaque Etat, le commencement, le changement et la cessation de son activité.

#### Article 22

Tout assujetti doit tenir une comptabilité régulière et complète lui permettant de justifier les opérations imposables et non imposables qu'il effectue.

#### Article 23

Tout redevable de la taxe qui livre des biens ou rend des services à un client ou qui lui réclame des acomptes donnant lieu à exigibilité de la taxe est tenu de lui délivrer une facture ou un document en tenant lieu et d'en conserver le double.

La facture ou le document en tenant lieu, dûment daté doit faire apparaître distinctement les mentions suivantes;

1. L'identification précise du fournisseur, notamment son nom ou sa raison

sociale, son adresse, son numéro d'identification fiscale, les références de ses comptes bancaires;

2. La nature des opérations réalisées;
3. Le prix hors taxe des biens livrés, des services rendus ou des travaux exécutés;
4. Le taux applicable et le montant de la taxe;
5. L'identification précise du client, notamment son nom ou sa raison sociale, son adresse, son numéro d'identification fiscale le cas échéant.

#### Article 24

Toute personne qui mentionne la taxe sur la valeur ajoutée sur une facture en est redevable par ce seul fait.

#### Article 25

Tout assujetti doit souscrire une déclaration des opérations réalisées dont la périodicité, le modèle et le contenu sont précisés par chaque Etat membre.

## CHAPITRE IX

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

#### Article 26

Pendant une période transitoire de trois (3) ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent protocole, la législation et la réglementation nationales de chaque Etat membre pourront s'appliquer.

#### Article 27

A l'issue de la période transitoire, les éléments énumérés ci-dessous feront l'objet de textes à harmoniser:

- exigibilité, liquidation et recouvrement;
- restitution de la taxe sur la valeur ajoutée,

- sanctions et pénalités;
- régime du forfait;
- régime applicable aux petites et moyennes entreprises;
- régime applicable à l'agriculture;
- détermination des taux applicables;
- classification des biens et services;
- portée du droit à déduction;
- crédit sur stocks;
- contrôle;
- contentieux;

## CHAPITRE X

### DISPOSITIONS FINALES

#### Article 28

##### Règlement des différends

1. Tout différend entre un Etat membre et la Communauté au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole sera réglé à l'amiable par le Conseil des Ministres.
2. A défaut, le différend est porté par une des parties devant la Cour de Justice de la Communauté dont la décision est exécutoire et sans appel.

#### Article 29

##### Amendement et Révision

Tout Etat membre peut soumettre des propositions en vue de l'amendement ou de la révision du présent Protocole.

Toutes les propositions sont soumises au Secrétariat exécutif qui les communique aux Etats membres trente (30) jours au plus tard après leur réception. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement examinera les propositions d'amendement ou de révision à l'expiration d'un délai de trois (3) mois accordé aux Etats membres.

#### Article 30

##### Entrée en vigueur et Dépôt

1. Le présent Protocole entre en vigueur dès sa ratification par au moins neuf (9) Etats membres signataires, conformément aux règles constitutionnelles de chaque Etat membre.
2. Le présent Protocole ainsi que tous les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétariat exécutif de la Communauté qui transmettra des copies certifiées conformes du protocole à tous les Etats membres, leur notifiera la date de dépôt des instruments de ratification et l'enregistrera auprès de l'Organisation de l'Unité Africaine et de l'Organisation des Nations Unies et auprès de toutes autres Organisations désignées par le Conseil.
3. Chaque Etat membre informera le Secrétariat exécutif des dispositions qu'il prend en vue de l'application du présent Protocole. Le Secrétariat exécutif communique ces informations aux autres Etats membres.

**EN FOI DE QUOI, NOUS CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST AVONS SIGNE CE PROTOCOLE.**

**FAIT A ABUJA, LE 27 JUILLET 1996**

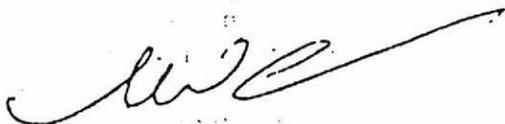
**(EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL EN FRANÇAIS, EN ANGLAIS ET EN PORTUGAIS, LESTROIS TEXTES FAISANT EGALEMENT FOI).**



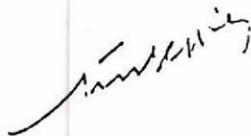
**S.E. MATHIEU KEREKOU**  
*Président, Chef de l'Etat, Chef du  
Gouvernement de la République du BENIN*



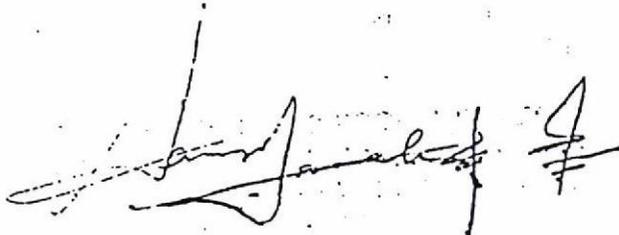
**S.E. BLAISE COMPAORE,**  
*Président du FASO, Président du Conseil des  
Ministres du BURKINA FASO*



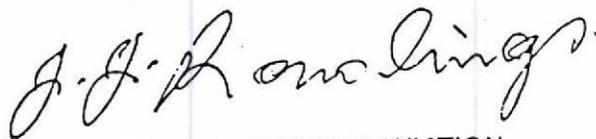
**S.E. CARLOS ALBERTO WHANON DE  
CARVALHO VEIGA**  
*Premier Ministre et Chef du Gouvernement  
de la République du CABO VERDE*



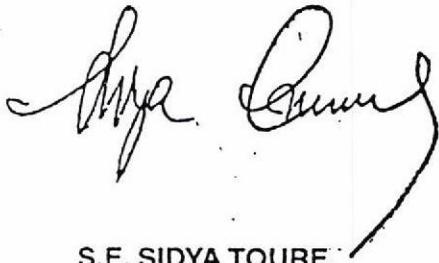
**S.E. HENRI KONAN BEDIA**  
*Président de la République de COTE D'IVOIRE*



**S.E. LE CAPITAINE YAHYA A.J.J. JAMMEH**  
*Président du Conseil du Gouvernement  
Provisoire des Forces Armées (AFPRC)  
et Chef de l'Etat de la République de  
GAMBIE*



**S.E. Le CAPITAINE D'AVIATION  
JERRY JOHN RAWLINGS**  
*Président de la République du GHANA*



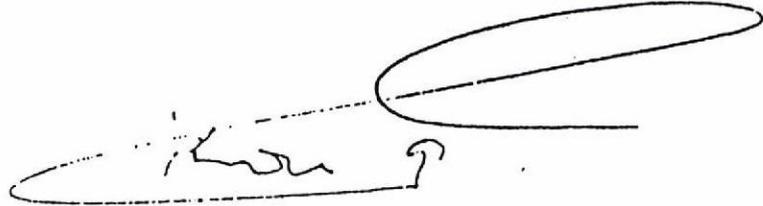
**S.E. SIDYA TOURE**  
*Premier Ministre, Ministre de l'Economie,  
 des Finances et du Plan de la République de  
 GUINEE*



**S.E. LUIS OLIVEIRA SANCA**  
*Ministre du Commerce, pour le Chef d'Etat  
 de la République de GUINEE BISSAU*



**S.E. WILTON SANKAWULO**  
*Président du Conseil d'Etat du Gouvernement  
 National de Transition du LIBERIA*



**S.E. ALPHA OUMAR KONARE**  
*Chef de l'Etat, Président de la République du  
 MALI*



**S.E. AHMED OULD MINNIH**  
*Ministre, Secrétaire Général de la Présidence  
 de la République; Pour le Président de la  
 République Islamique de MAURITANIE*

**S.E. IBRAHIM MAINASSARA BARE**  
*Président de la République du NIGER*



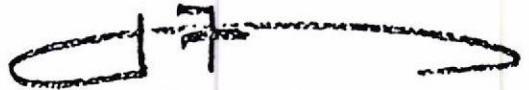
**S.E. Le GENERAL SANI ABACHA**  
*Chef de l'Etat, Commandant-en-Chef des  
Forces Armées de la République  
Fédérale du NIGERIA*



**S.E. MASSOKHNA KANE,**  
*Ministre de l'Intégration Economique Africaine,  
Pour le Président de la République du  
SENEGAL*



**S.E. ALHAJI AHMAD TEJAN KABBAH**  
*Président de la République de  
SIERRA LEONE*



**S.E. GNASSINGBE EYADEMA**  
*Président de la République TOGOLAISE*

